

Alain Jakubowicz, président national de la LICRA

La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme décentralise à Nice sa commission juridique. Dans ce cadre, la section niçoise et le Collectif des avocats pour le soutien de l'action de la LICRA ont organisé une formation sur « les délits racistes et antisémites à l'épreuve du droit de la presse ». Y participaient notamment le président de la commission juridique de la LICRA, M^e Francis Szpiner, M^e Adrien Verrier, membre de cette commission, le procureur de Nice, Eric de Montgolfier et M^e Alain Jakubowicz, président national de la LICRA.

Les délits racistes et antisémites sont-ils en hausse, en France ?

D'abord, il faut déconnecter les délits racistes des délits antisémites : ils ne sont pas toujours de même nature. Les délits antisémites sont souvent liés à des causes internationales, comme le conflit du Proche-Orient en période d'intifada. On note surtout une nouvelle forme de délinquance, technologique : sur les sites web racistes, on a relevé une hausse de ces délits de 74 % en un an, entre 2010 et 2011 ! On voit bien, avec des affaires récentes comme l'application « qui est juif ? » sur Apple, que cet outil merveilleux a sa face noire : c'est un vrai souci.

L'antisémitisme est donc de retour ?

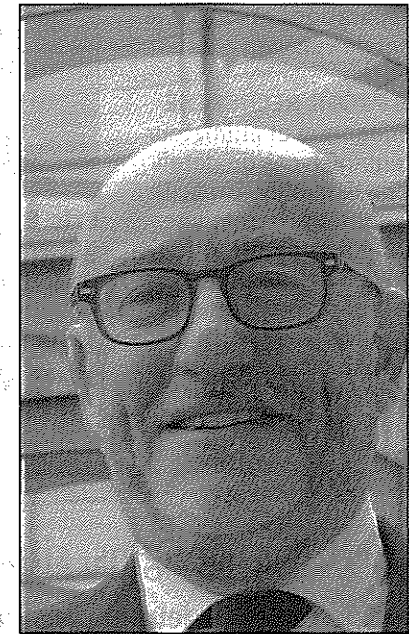
On ne peut pas dire ça. Cette hausse n'est pas liée à l'antisémitisme en France. Mais on note un relâchement de ce point de vue, comme toujours en période de crise ou en période préélectorale. L'idéologie antisémite, dans son expression en tout cas, est plutôt en déclin : elle ne prend plus chez les jeunes. Il s'agit plutôt d'une opposition entre communautés, constat que l'on fait dans beaucoup de banlieues difficiles. Mais c'est vraiment conjoncturel, ce sont les répercussions du conflit du Proche-Orient.

La Justice est-elle suffisamment outillée contre ces délits ?

Presque trop, même, on est à la pointe, en France ! Depuis la loi de 1972, votée à l'unanimité, le racisme et l'antisémitisme ne sont plus de simples opinions, mais des délits. Pour autant, ce n'est pas une loi liberticide : on n'interdit pas aux gens de penser, mais d'exprimer. Cette loi est bien faite et de mieux en mieux appliquée par les parquets qui ne laissent plus aujourd'hui aux seuls avocats l'initiative des poursuites. D'ailleurs, je suis satisfait de la participation du procureur de Montgolfier à notre formation.

Qu'en est-il du racisme en général ?

Son expression est



incontestablement en hausse. Les Français ne sont pas plus racistes qu'avant, mais ceux qui le sont se déclarent plus. Le débat sur l'identité nationale a libéré la parole ! Plus besoin d'être courageux... La responsabilité en incombe au plus haut niveau de l'Etat. Si les mots ont un sens – et ils en ont un puisque le français est une langue riche – le discours de Grenoble est une atteinte frontale aux valeurs de la République. La LICRA s'était mobilisée contre.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR FRANCIS LUMINEAU
flumineau@nicematin.fr**